

L'Arabie saoudite renoue avec la mer Rouge

(Louis Blin, Orientations stratégiques, janvier 2022)

Tout change en Arabie saoudite depuis l'avènement du roi Salmane en janvier 2016 : succession dynastique, politique intérieure et étrangère, économie, écologie, société, culture, religion, anthropologie... Un tel bouleversement alimente les conjectures sur l'avenir d'un pays dont la caricature en despotisme oriental moyenâgeux s'avère désormais anachronique. La nouvelle Arabie a beau faire exception dans le théâtre de violences moyen-oriental, elle souffre d'une image si désastreuse dans les pays occidentaux que ceux-ci peinent à mesurer les enjeux de sa mutation, pour les Saoudiens comme pour leur environnement.

La modernisation de la première économie arabe ne touche pas seulement ses ressortissants. Elle produit des effets d'entraînement sur ses voisins. Ses changements internes et externes vont de pair, en particulier en mer Rouge. Leur portée ne se dessinera qu'à long terme dans le domaine de la géographie physique et humaine, qui impacte l'évolution géopolitique du pays, notamment en matière d'insertion régionale. On trouvera l'exposé de la translation de l'Arabie saoudite vers la mer Rouge et des facteurs induits dans la monographie que j'ai récemment consacrée à ce pays, dont le titre entend traduire l'enjeu¹. Pour résumer celui-ci, un double mouvement solidaire se dessine dans l'Arabie nouvelle en cours de formation, développement prométhéen de l'Ouest du pays, relativement délaissé jusqu'à présent au profit du Centre et de l'Est pétrolier, et déploiement régional dans le bassin de la mer Rouge. Les considérations qui suivent analysent la nature du défi représenté par cette évolution et ses perspectives de concrétisation à long terme. Le prince héritier Mohammed ben Salmane (MBS) tient si fermement les rênes du pays qu'on peut raisonner à son propos sur un horizon 2050, bien au-delà donc de sa « Vision 2030 ».

L'Arabie nouvelle et la mer Rouge

La mer Rouge est une réalité ancienne pour l'Arabie saoudite, mais une idée nouvelle pour ses dirigeants, dont la mémoire longue est nejdite et la culture récente pétrolière, donc liée au golfe Arabo-persique. La translation amorcée par MBS vers la mer Rouge est inséparable de son projet national, qui vise à transformer en nation centralisée les territoires regroupés par Ibn Séoud autour du noyau nejdî, via l'abandon du wahhabisme d'État.

La « conquête » de l'Ouest saoudien et les projets en mer Rouge répondent à des ambitions économiques qui s'inscrivent dans le cadre de la Vision 2030. Celle-ci vise à restructurer l'économie saoudienne et à la faire passer du modèle pétrorentier à une économie de production. À plus long terme, l'objectif de MBS est d'intégrer les régions concernées à l'économie internationale, toujours dans une optique développementaliste. Que la logique d'ensemble soit économique ne signifie pas qu'elle se limite à cette sphère. Tous les domaines sont touchés : l'aménagement du territoire en rééquilibrant le pays vers l'ouest, la démographie grâce au peuplement d'espaces vierges ou quasiment tel, l'urbanisation via la création de villes nouvelles, le tourisme récréatif basé sur de nombreux aménagements visant la clientèle internationale, le tourisme religieux au moyen de l'essor des pèlerinages aux villes saintes du Hedjaz, la culture en animant des régions restées hors des circuits de la modernité, les services

¹ Louis Blin, *L'Arabie saoudite, de l'Or noir à la mer Rouge*, Paris, IRIS/Eyrolles, 2021, 192 p.

en créant des activités tertiaires, la pisciculture, l'extraction minière dans la chaîne de montagnes des Sarawat, la production d'énergie renouvelable, les communications avec en particulier un projet de pont devant franchir le golfe d'Aqaba, le commerce international moyennant la construction de nouveaux ports... On pourrait allonger une liste qui donne une idée de l'ampleur des ambitions des autorités saoudiennes et des moyens qu'elles envisagent de leur allouer, mais aussi de l'état de sous-développement relatif de la région. Beaucoup reste à faire pour que l'Ouest saoudien devienne un pôle économique irrigant tout le pays, comme l'a été la province orientale depuis les débuts de l'exploitation pétrolière il y a quatre-vingt ans. Restera un paradoxe difficile à résoudre, un développement impulsé par l'État qui, par ailleurs, prône l'essor du secteur privé, mais là comme dans d'autres domaines, les dirigeants saoudiens érigent la Chine en modèle pour en affirmer la compatibilité.

Les atouts de l'Ouest saoudien apparaissent si nombreux que son état actuel de sous-développement relatif pourrait sembler paradoxal. Ce serait éluder le caractère très récent du décollage économique d'un pays vaste (quatre fois la France), sous-peuplé et resté jusqu'à récemment en marge des circuits productifs, excepté pour l'exportation de pétrole et de produits dérivés. L'établissement d'un État moderne capable d'équiper un pays quasiment vierge en infrastructures, puis de les gérer, est œuvre récente qui s'est déroulée de manière progressive, en privilégiant les zones extractives et les grandes villes. La modernisation a, par ailleurs, obéi à des impératifs politiques : centralisation visant à lutter contre l'anarchie bédouine, à briser le tribalisme et à atténuer les particularismes régionaux ; alliance avec les grandes familles marchandes et les religieux ; équilibre entre les grands princes de la dynastie au pouvoir ; équipement militaire et sécuritaire ; dépendance envers l'allié américain. La période actuelle voit ces divers facteurs s'estomper : la capitale centralise l'activité nationale, les bédouins sont devenus citoyens, le pouvoir tribal ne défie plus le régalien ; la déwahhabisation en cours semble inéluctable ; les princes sont rentrés dans le rang d'un Arabie désormais salmanite ; la Garde nationale a intégré l'armée régulière ; le terrorisme est jugulé ; les États-Unis se désengagent de la péninsule Arabique.

Les multiples facteurs de blocage qui enkystaient l'Arabie saoudite dans un immobilisme passéiste disparaissent peu à peu, dans un contexte d'émulation entre les pays du Conseil de coopération des États arabes du Golfe. L'Arabie saoudite souffre de nombreux handicaps que les autorités actuelles tentent de combler à marche forcée, à la suite de décennies d'incurie. L'administration reste engluée dans une bureaucratie paralysante, l'environnement des affaires entrave l'investissement, notamment étranger et sur le plan juridique, la mentalité rentière freine le développement, le « pétrosalafisme » associé au fait du Prince a débouché sur la gabegie, le secteur privé parasite pour beaucoup le secteur public, le civisme fait défaut, l'éducation prépare davantage à la passivité qu'à l'entreprise, à l'individualisme qu'à la participation, au consumérisme qu'à la production, à l'irresponsabilité qu'à la valorisation du travail, à la soumission au religieux et à la déférence envers l'autorité qu'à la créativité et à l'esprit critique. Le recours massif à une main d'œuvre étrangère bon marché réduit la productivité. L'absence d'impôt sur le revenu et la faiblesse du sentiment national entravent les liens entre le citoyen et l'État. Le pays n'a guère été confronté à la concurrence internationale. L'effort de défense absorbe une part considérable du budget. La liste pourrait être allongée. L'Arabie saoudite a beau être riche, elle reste encore sous-développée à maints égards. Mais le changement social extrêmement rapide au cours des dernières années montre que les mentalités sont prêtes à une insertion accélérée dans la mondialisation, contrairement au cliché culturaliste et ignorant des réalités qui prévaut en Occident.

Le Far West saoudien à l'horizon 2050

L'Arabie saoudite détient à profusion des facteurs de développement de plus en plus rares dans le monde d'aujourd'hui : l'espace, à une époque où trouver des sites pour des grands projets industriels ou énergétiques s'avère de plus en plus difficile ; une population jeune et relativement nombreuse, susceptible de s'approprier le développement productif ; les moyens financiers nécessaires pour résoudre le problème autrefois dirimant de la pénurie d'eau, grâce au dessalement ; des sources d'énergie pléthoriques ; une localisation sans équivalent sur la principale route des échanges euro-asiatique (10 % du commerce mondial transitent par la mer Rouge) ; une géologie la préservant des catastrophes naturelles ; un climat enviable, du moment où la climatisation est assurée ; la proximité de bassins de main d'œuvre bon marché quasiment inépuisables, Égypte, Soudan et Éthiopie. Si l'on y ajoute une stabilité politique exceptionnelle pour la région et une stratégie économique recueillant l'adhésion de la population, on comprend que la fièvre développementaliste des dirigeants actuels repose sur des atouts solides.

Mais la liste est longue des pays qui n'ont pas su exploiter leur dotation en facteurs en raison d'une gouvernance déficiente, de conflits sociaux ou d'interférences externes. La stratégie de puissance économique de MBS passe par la restructuration d'une économie minée par l'incurie, mais aussi son contournement via la création d'infrastructures et d'entités nouvelles, dont il compte sur l'effet d'entraînement pour moderniser l'existant. Il s'attelle aussi à exploiter les multiples gisements laissés inexploités par le « tout-pétrole », en particulier dans les régions non pétrolières. MBS a beau inscrire ses plans de développement de l'Ouest saoudien dans sa Vision 2030, ils sont si ambitieux que cet horizon semble trop rapproché pour qu'on en prenne la mesure dès cette échéance. Le tourisme balnéaire en mer Rouge et culturel dans l'arrière-pays d'el-Oula devrait certes avoir pris son essor d'ici cette date, mais si l'on se réfère au rythme de développement des complexes touristiques littoraux égyptiens concurrents, 2030 devrait plutôt marquer une étape dans son développement. L'absence d'expérience du tourisme de loisirs en Arabie saoudite ne plaide pas en faveur de ce pays, mais ses ressources, leur localisation et les aspirations des touristes internationaux se conjuguent pour promettre la réussite de l'expérience.

La ville nouvelle de NEOM procède davantage de l'utopie prométhéenne que du projet, tant son futurisme paraît sujet à caution. Mais là comme pour l'ensemble de la Vision 2030, le cap fixé importe avant même les réalisations. MBS vise à mobiliser un peuple rendu passif par la rente et la soumission à l'ordre wahhabite. Il paraît improbable que NEOM ressemble un jour aux vidéos de promotion du projet, mais celui-ci a déjà commencé à se traduire par des réalisations sur le terrain et l'enjeu personnel qu'il représente pour l'image de son promoteur est gage de sa poursuite. NEOM a notamment pour atouts sa position géographique à l'entrée du golfe d'Aqaba, donc proche d'Israël et du canal de Suez, le climat le plus doux du pays et ses perspectives en matière d'énergie solaire et éolienne.

Mais le principal défi pourrait bien s'avérer d'ordre humain. La modernisation du pays en a fait l'un des plus urbanisés au monde, en dépeuplant les zones rurales. Or, les autorités ne visent pas à peupler l'Ouest par l'immigration, ce qui implique pour les autochtones de quitter les grands pôles urbains actuels pour des espaces vierges, soit un mouvement inverse impliquant un renversement de mentalité. Le flux sera d'autant plus difficile à amorcer qu'il survient après la chute de la natalité entraînée par la transition démographique du pays. Le dividende démographique issu du *youth buldge* saoudien actuel représente certes un atout, mais il

s'atténue rapidement et il n'est pas certain qu'il suffise pour concrétiser les promesses de MBS. Essors économique et démographique iront de pair, à un rythme difficile à prévoir. Mais il s'agit là d'une problématique générale dans une Arabie saoudite qui peine à trouver les moyens humains de ses ambitions.

Renouer avec une histoire occultée

Il n'est pas certain que MBS ait pleinement conscience de la dimension historique de la translation géographique qu'il opère vers la mer Rouge. Celle-ci correspond à une étape de la cristallisation de l'identité saoudienne. Auparavant faible car évanescence derrière l'internationalisme religieux salafiste, celle-ci émerge aujourd'hui comme la colonne vertébrale de l'affirmation multiforme d'une Arabie passant de l'État à la nation. L'identité saoudienne en construction opère une synthèse entre le noyau nejdi et l'ancien substrat hedjazien. Premier État arabe à avoir proclamé son indépendance dès 1916, le Hedjaz² couvrait la bande occidentale de la péninsule Arabique, depuis la ville à présent jordanienne de Maan au nord jusqu'au port de Qunfudha au sud. Lui succédaient les hautes terres de l'Assir et la bande côtière de Jizan, autrefois indépendantes et de culture yéménite, et désormais saoudiennes. L'ensemble représentait le réservoir démographique de ce qui forme aujourd'hui l'Arabie saoudite. Il se distinguait par son économie agricole au sud et marchande au Hedjaz. Le cosmopolitisme induit dans cette dernière région était accentué par le pèlerinage musulman dans ses villes saintes, qui entretenait le prestige et le rayonnement du berceau de l'islam dans toute l'Oumma. Ignoré en Europe, le raffinement cosmopolite du Hedjaz attirait au contraire l'État saoudien, qui parvint à l'annexer en 1926, après plusieurs échecs depuis le début du XIX^e siècle. L'histoire de la transformation du sultanat du Nejd et dépendances en royaume d'Arabie saoudite est celle du mariage de raison entre la culture du désert anarchique saoudo-wahhabite et le cosmopolitisme citadin policé du Hedjaz, avec le pétrole pour dot. Après avoir coupé cette région de ses attaches maritimes, les wahhabites rasèrent son patrimoine et étouffèrent ses traditions, y compris préislamiques. On ne résorbe pas un tel choc culturel en un tournemain et l'irréductibilité hedjazienne mit des décennies à s'étioler en particularisme culturel et religieux. La redécouverte de l'Ouest saoudien vaut aussi retrouvailles avec son histoire longue, de la mise en valeur du site d'al-Oula, maudit par les Wahhabites, à la réhabilitation du centre historique de Djeddah, abandonné aux immigrés.

La construction nationale saoudienne vient à son heure. L'alliance originelle subie de l'État saoudien avec les grandes familles marchandes du Hedjaz a permis à celles-ci de passer de l'allégeance au conquérant à une adhésion à son projet étatique conforme à leurs intérêts. Les élites hedjaziennes ont donc consenti au retournement de leur espace orienté vers la mer en direction de la steppe, étendue immémoriale de confrontation. Sous perfusion pétrolière comme les autres Saoudiens, les Hedjaziens ne regrettent guère ce passé révolu et la folklorisation de leur culture, prix de leur bien-être. L'enseignement de l'histoire est resté tabou pendant des décennies et l'on ne peut écarter à terme un éveil hedjazien chez les jeunes générations déracinées, mais nous en sommes loin. La tendance actuelle est plutôt à la fusion dans une identité saoudienne qui se cristallise contre un carcan wahhabite devenu repoussoir. La jeunesse a précédé le mouvement impulsé par la Vision 2030 pour s'intégrer dans un cosmopolitisme américanisé et non pour renouer avec des identités perdues. Les Saoudiens découvrent de nos

² Sur l'histoire moderne du Hedjaz, voir Louis Blin, *La Découverte de l'Arabie par les Français. Anthologie de textes sur Djeddah, 1697-1939*, Paris, Geuthner, 2019, 798 p. et *La ville d'Ève. Djeddah dans l'iconographie française jusqu'en 1940*, Paris, Geuthner, 2021, 446 p.

jours leur histoire occultée par l'histoire sainte, mais dans un contexte de marchandisation de la culture.

Très classiquement, la redéfinition de l'identité saoudienne passe par une réinvention du passé au service de la construction nationale. Comme la wahhabisation du pays a autant représenté une affaire religieuse qu'une question anthropologique, sa déwahhabisation dépasse de loin la question salafiste pour englober la lutte contre le patriarcat, la détribalisation et la réinterprétation de l'histoire du pays dans un sens nationaliste. L'internationalisation à marche forcée prônée par le prince héritier ne vise pas à renouer avec les traditions hedjaziennes basées sur le commerce à longue distance et les flux de pèlerinage, mais elle n'en reprend pas moins les données, géographie faisant loi. Restaurer l'économie maritime marchande du bassin de la mer Rouge permettrait à l'Arabie nouvelle de renouer avec son âge d'or, qui va en gros de la seconde moitié du XIX^{ème} siècle à la première guerre mondiale, en épousant un patrimoine historique élargi au-delà de celui du Nejd, comme elle tente de le faire avec la période préislamique à el-Oula. Avant de redevenir la « rouge » qu'elle fut dans la Grèce antique, cette mer fut longtemps appelée par les géographes « golfe Arabique », en tant que pendant occidental du « golfe Persique ». Ce dernier borde l'orient d'une péninsule Arabique se vivant comme une île (*jazirat al-Arab* ou « île des Arabes »). L'intégration de l'histoire dans le devenir de l'Arabie nouvelle lui permettra-t-elle de renouer avec un golfe d'Arabie, si ce n'est Arabique ? Encore faudrait-il que ses voisins en partagent la même vision.

Le bassin de la mer Rouge, de la réalité géographique au projet politique

Le projet étatique saoudien vise l'ensemble de la péninsule Arabique depuis le XVIII^{ème} siècle, mais il s'est figé en 1934 aux frontières actuelles de l'Arabie saoudite, qu'il n'entend pas remettre en cause. Ses dirigeants ont substitué l'association au sein du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG) à la coercition. Seules restent à stabiliser les relations avec le Yémen, partie car ce pays demeure une affaire intérieure saoudienne, partie car les Yéménites eux-mêmes n'ont pas encore défini les moyens de vivre ensemble, raison de la guerre civile actuelle. Les deux questions sont liées, car les dissensions entre habitants – très divers – du Yémen ne semblent pouvoir se dissiper que si leur grand voisin leur propose des raisons de s'unir, à savoir un objectif mobilisateur pour se tirer de la pauvreté. Le pouvoir du troisième État saoudien a donc été absorbé en premier lieu par l'aménagement de relations avec ses voisins de la péninsule Arabique. Les ambitions régionales de l'Égypte nassérienne à l'ouest, puis de l'Irak baassiste au nord et enfin de l'Iran islamique à l'est, ont ensuite déterminé sa géopolitique et débouché sur la remise des clés de la défense du territoire aux États-Unis.

Après le repli stratégique des deux premiers pays et le désengagement moyen-oriental du dernier, seul demeure à contenir l'expansionnisme iranien. La réalité défie les analyses dénonçant une politique extérieure saoudienne qui aspirerait à l'hégémonie sur le golfe Persique ou même le monde musulman. À supposer qu'il en entretienne l'ambition, MBS a une conscience aigüe des handicaps de son pays induits par le repli sur soi de ses prédécesseurs. Il a adopté en conséquence une stratégie de puissance graduelle à la chinoise, via la croissance économique et non l'expansionnisme militaire. Son projet nationaliste peut paraître mégalomane, mais il n'emprunte pas la voie armée. Sa mentalité d'homme d'affaires hédoniste ne laisse guère de place à l'esprit prétorien. La guerre au Yémen et les lourds investissements militaires saoudiens visent à contenir l'expansion de l'Iran au-delà de l'Irak, de la Syrie, du Liban et du Yémen et à en favoriser le reflux.

La priorité conférée par les autorités saoudiennes à la défense de la province pétrolière orientale, du Nejd et des frontières paraît logique, face aux menaces successives de l'Irak, d'al-Qaïda, de l'Iran et des Houthis. Le bassin de la mer Rouge représente dans ce contexte un espace stratégique peu militarisé où l'Arabie saoudite peut envisager d'étendre son influence, sans pour autant entretenir de desseins hégémoniques. Une telle éventualité se heurterait d'ailleurs à une armée égyptienne aux capacités opérationnelles bien supérieures aux siennes, comme l'illustre le conflit yéménite. Mais tout reste à faire, d'abord en interne comme on l'a vu, tant l'Ouest saoudien demeure un espace vide, donc vulnérable sur le plan stratégique et dénué de dynamique propre. La médiocrité de la marine saoudienne, mise en lumière face aux Houthis, est révélatrice d'un pays tournant le dos à la mer et ayant perdu sa mémoire maritime. Les faiblesses démographiques et stratégiques saoudiennes interdisent jusqu'à présent tout aventurisme en mer Rouge. Les marines de ses autres riverains offrent de faibles capacités, sauf en Égypte, et elles forment toujours les parents pauvres de forces armées affectées à d'autres tâches. La mer Rouge présente le paysage paradoxal dans le monde d'aujourd'hui d'un espace stratégique peu militarisé et dénué de conflits de voisinage, hormis celui qui oppose l'Égypte au Soudan sur le triangle de Halaïb, qui n'a jamais dégénéré en affrontements militaires. Sa géopolitique dessine donc de bonnes perspectives sur le plan économique, une œuvre qui se heurtera toutefois à des obstacles en tout genre et s'avèrera de longue haleine.

L'Arabie saoudite est le seul pays disposant des moyens de conduire le développement du bassin de la mer Rouge, une tâche à laquelle elle s'est attelée au début de la décennie en cours. C'est à son initiative que les ministres des Affaires étrangères de huit pays (Arabie saoudite, Yémen, Jordanie, Égypte, Soudan, Érythrée, Djibouti et Somalie) ont signé le 6 janvier 2020 à Riyad la charte instituant le Conseil des pays arabes et africains riverains de la mer Rouge et du golfe d'Aden, qui regroupe donc tous leurs riverains à l'exception d'Israël. Mais c'est cette situation même qui éveille la méfiance de certains des États membres. Historiquement lac égyptien, la mer Rouge voit son centre de gravité passer progressivement de l'ouest à l'est. La rétrocession à l'Arabie saoudite en avril 2016 des îles de Tiran et Sanafir, situées à l'entrée du golfe d'Aqaba, a représenté le prodrome symbolique de ce passage de témoin. Leur appartenance à l'Arabie saoudite avait beau être établie sur le plan juridique³, le fait que ce pays en ait confié l'administration à l'Égypte en 1967 par crainte d'une occupation israélienne à laquelle il n'aurait pu s'opposer, fondait les revendications des Égyptiens. Ceux-ci avaient fini par les considérer comme leurs et ils ressentirent leur rétrocession comme une usurpation. Que leurs dirigeants aient renoncé à ce que les nationalistes égyptiens considéraient comme un droit inaliénable en échange – selon la rumeur – d'une aide saoudienne, a marqué la fin d'une époque en mer Rouge et les débuts d'une ère saoudienne en devenir. L'Égypte n'a pas obtenu le siège de l'organisation, mais y a imposé la règle de l'unanimité pour y préserver une capacité de blocage, préférant risquer d'en entraver le fonctionnement plutôt que de se trouver entraînée dans des directions qu'elle ne maîtriserait pas. Plutôt que de compter sur ses capacités diplomatiques et son poids démographique pour y imprimer sa marque, elle a préféré freiner la formation d'un regroupement régional dont elle n'était pas l'initiatrice. L'organisation est donc basée à Riyad et son fonctionnement sera contrôlé étroitement par le pays hôte, à l'instar du CCEAG, de l'Organisation de la coopération islamique ou de la Ligue islamique mondiale. La faiblesse de la diplomatie saoudienne et son manque de tradition de coopération pourraient

³ Cf. Edmond Rabbath, *Mer Rouge et golfe d'Aqaba dans l'évolution du droit international*, Beyrouth, Institut des études palestiniennes, 1964, 66 p.

contribuer à hypothéquer son fonctionnement, mais l'initiative saoudienne semble surtout manquer d'objectifs explicites.

L'Arabie saoudite n'a pas encore formulé de stratégie pour la région, ce qui explique pour partie l'immobilisme du Conseil de la mer Rouge (pas d'acronyme connu jusqu'à présent) depuis sa formation. Force est de constater que deux ans après sa formation, ce regroupement régional est au point mort, même si un premier sommet est prévu en 2022. Imputer cet immobilisme à la seule crise sanitaire internationale serait un peu court. Le fait que les intellectuels des pays du bassin de la mer Rouge n'aient guère relayé l'initiative montre que leurs préoccupations, centrées sur les problèmes internes, s'accommodent mal de projets régionaux. Mais il leur faudrait surtout prendre conscience d'appartenir à un espace commun pour réfléchir à son avenir, alors que les populations riveraines tournent davantage leurs yeux vers leur hinterland que vers la mer, pour ne pas parler d'outre-mer.

Les acteurs extrarégionaux n'ont, quant à eux, pas investi cet espace au-delà de Djibouti et laissent donc le champ libre à l'Arabie saoudite, qu'il s'agisse des États-Unis, de la Russie, qui concentre son intérêt sur le golfe d'Aden, ou de la Chine. Seule cette dernière a conféré au corridor de la mer Rouge un rôle crucial dans ses « nouvelles routes de la soie » lancées en 2013. Celles-ci en font sans doute le premier partenaire potentiel des Saoudiens dans leurs ambitions dans la région, à l'instar du rôle joué par les États-Unis dans le Golfe, et donc le principal catalyseur de l'organisation sur le plan économique⁴.

Conclusion

L'idée méditerranéenne a mis des siècles à émerger. Laissons donc le temps au concept de bassin de la mer Rouge de se répandre sur ses deux rives. On assiste à la lente intégration dans la mondialisation d'un des espaces les moins densément peuplés au monde, malgré ses potentialités. Absents eux aussi d'une région qu'ils ont pourtant désenclavée en perçant le canal de Suez, les Européens s'y intéresseront-ils de nouveau en s'associant au projet régional de l'Arabie saoudite et de ses partenaires, ou laisseront-ils ces pays le développer avec la Chine ? Un siècle et demi après l'inauguration du canal de Suez, le bassin de la mer Rouge n'a guère évolué, en dépit des changements politiques. L'Arabie saoudite tirée de sa léthargie entend réveiller sa vocation d'espace d'échanges dans la mondialisation.

⁴ Cf. Mohammed Alsudairi, « The People's Republic in the Red Sea: A Holistic Analysis of China's Discursive and Material Footprint in the Region », *Dirasat*, 52, janvier 2020, 50 p. <https://kfcris.com/pdf/1f4c84ac040adff08873d08d041977885e3134451abaa.pdf#page=1&zoom=auto,-16,156>